

**Séance ordinaire du
mardi 17 juillet 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Ville de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant à la
convention de service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la
Commande Publique - Modification - Autorisation de signature**

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées, sur ce fondement, dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services.

Par la constitution d'un service commun circonscrit au seul poste de directeur, la Métropole et la Ville ont initié les bases de la mutualisation de leurs directions des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Par la présente délibération, il est proposé au Conseil une mutualisation aboutie sur l'ensemble des services. Ce service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) s'appuie notamment sur les 2 fondements suivants :

- Le processus de mutualisation se généralise de plus en plus et les directions concernées sont en attente de pouvoir disposer de procédures et références communes facilitant la compréhension et le fonctionnement des deux entités.

- Au sein même de la DAJCP, la mutualisation permet également de faciliter ce travail d'harmonisation des procédures afin d'éviter au maximum, selon que les agents travaillent pour le compte de la Ville ou de la Métropole de faire face à des procédures trop distinctes leur complexifiant le travail quotidien. Elle permet également de repenser globalement l'organisation de la Direction en termes de missions en profitant de la mise en commun des moyens.

Le service commun est géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre entités à hauteur de 40% pour la Ville et 60% pour la Métropole.

Les Comités techniques ont été saisis, pour avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création du service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- de dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juillet 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention et fiche d'impact

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180717-48496-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/07/18
Réception en Préfecture : 23/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.